



---

12 juin 2026

## **Le nouveau bureau du RFVE présente ses priorités**

Le Réseau français des villes éducatrices a tenu son assemblée générale le 3 juin dernier, au cours de laquelle un nouveau conseil d'administration a été désigné, renouvelant ainsi la moitié de ses membres. Un nouveau bureau a été élu : Stéphanie Léger (Lyon) en tant que présidente et Gaëlle Rougier (Rennes) en tant que vice-présidente, ainsi que Sandrine Le Gouic (Schiltigheim), Sonia Tron (Villeurbanne), Franck Lehenoff (Dijon), Céline Madrolles (Bourges), Pascaline Lécorché (Marseille) et Franck Gagnaire (Tours).

La nouvelle présidente du Réseau, Stéphanie Léger, rappelle les éléments mis en avant dans le plaidoyer du Réseau, en particulier l'idée que les enfants sont des citoyens et citoyennes à part entière et que les politiques éducatives menées par les villes participent de la garantie de tous leurs droits. Pour cela, il est nécessaire d'avoir une vision globale de la vie des enfants au-delà de leur vie d'élève, en incluant les temps péri- et extrascolaires et en accompagnant les familles. Inclusion des enfants à besoins spécifiques sur tous les temps éducatifs, participation aux décisions de la cité, ville accessible et sûre : les leviers d'action des municipalités sont nombreux pour améliorer la vie des enfants et de leurs familles. Pour les actionner, elles organisent la coopération avec tous les acteurs éducatifs de leurs territoires.

Les élues et élus des villes adhérentes s'interrogent aussi sur les moyens de l'éducation et de l'école publique républicaine. L'exigence de qualité du périscolaire et de la restauration par exemple, nécessite des moyens pour la formation des professionnels et la valorisation des métiers, moyens que les villes ne peuvent assumer sans la coopération de l'État et des CAF. Il en est de même pour l'inclusion des enfants en situation de handicap. D'autre part, la formation de tous les adultes est une étape dans la lutte contre toutes les violences faites aux enfants, leur repérage et leur signalement.

À quelques mois des élections présidentielles, les membres du Réseau et leurs partenaires associatifs craignent l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite. Les politiques éducatives ambitieuses que nous portons seraient en grand danger, et les enfants et familles les plus fragiles seraient les premières victimes. Cette nouvelle séquence de la vie du Réseau s'ouvre donc dans la continuité, et dans un contexte de fortes tensions autour des politiques éducatives. Nouvelles et nouveaux élus, anciennes et anciens membres du Réseau, chacun et chacune participe sur son territoire au combat pour une société plus juste et qui prenne en compte les besoins des enfants et des jeunes. Le Réseau continuera son travail de plaidoyer dans la poursuite de ces buts.

**Contact presse**  
**Stéphanie Léger - présidente**  
**06 69 96 53 12**